Ce document a été mis en ligne par l'organisme FormaV®.

Toute reproduction, représentation ou diffusion, même partielle, sans autorisation préalable, est strictement interdite.

Pour consulter tous nos sujets d'annales et corrigés du Bac Général HGGSP + HLP, veuillez visiter :
bac-hggsp-hlp.fr/annales-sujets-et-corriges

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

ÉPREUVE D'ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

SESSION 2024

HISTOIRE-GÉOGRAPHIE, GÉOPOLITIQUE et SCIENCES POLITIQUES

Mercredi 19 juin 2024

Durée de l'épreuve : **4 heures**

L'usage de la calculatrice et du dictionnaire n'est pas autorisé.

Dès que ce sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.
Ce sujet comporte 4 pages numérotées de 1/4 à 4/4.

Le candidat traitera un sujet de dissertation, au choix parmi les sujets 1 et 2, ET l'étude critique de document.

Répartition des points

Dissertation	10 points
Étude critique de document	10 points

Le candidat traitera un sujet de dissertation, au choix parmi les sujets 1 et 2.
Il précisera sur la copie le numéro du sujet choisi pour la dissertation.

Sujet de dissertation 1
Les sociétés face aux fluctuations climatiques du Moyen Âge à nos jours

Sujet de dissertation 2
Juger les crimes de masse et les génocides depuis 1945

Le candidat traitera l'étude critique de document suivante.

Étude critique de document – Les enjeux liés aux nouveaux espaces de conquête

Consigne – En analysant le document et en vous appuyant sur vos connaissances, caractérisez les enjeux liés aux nouveaux espaces de conquête.

Document

François Bougon - *Pourquoi peut-on parler de changement historique avec le* Space Act *promulgué par le président Barack Obama en décembre 2015 ?*

Philippe Achilleas[1] - Le traité de l'espace [1967], complété par l'accord sur la Lune, en 1979, a été à la fois extrêmement novateur et extrêmement souple. Dans le contexte de la guerre froide et de la course à la Lune, aucune des deux superpuissances, États-Unis et URSS, ne pouvait permettre à l'autre de s'approprier ce satellite naturel. Elles étaient donc tombées d'accord pour reconnaître le principe de non-appropriation de l'espace et des corps célestes. [...] Le traité de l'espace est à rapprocher de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer de 1982, puisqu'on distingue deux régimes : celui de l'espace, qui n'appartient à personne, et celui de la Lune et des corps célestes, qui sont patrimoine commun de l'humanité ; donc il y a une appropriation collective. Le statut de l'espace est similaire à celui de la haute mer, celui de la Lune et des autres corps célestes à celui des grands fonds marins. Les grands principes du traité sont la liberté de l'espace (article I), qui est la contrepartie de l'article II, concernant sa non-appropriation, et l'utilisation pacifique (article IV). Mais la dernière loi américaine, *Space Act*, adoptée par le Congrès en novembre 2015 puis promulguée par le président Barack Obama un mois plus tard, marque une rupture.
La partie la plus importante concerne l'utilisation des ressources. Pour la première fois, un président des États-Unis édicte un texte qui va à l'encontre du traité de l'espace, car cette loi prévoit que des entreprises privées peuvent s'approprier les ressources naturelles des corps célestes, les exploiter et les vendre. C'était jusqu'à présent interdit.
Les Américains n'ont plus les moyens de financer la conquête spatiale uniquement sur des budgets publics. Ils sont donc obligés de faire appel à des financements privés. [...] On est passé aussi de la course à la Lune à celle vers Mars… Les États-Unis doivent aller plus loin, en effet. La Lune, ils la laissent désormais à la Chine et à l'Inde. Par ailleurs, la grande différence entre les États-Unis et l'Europe dans le domaine spatial, c'est la capacité américaine à faire rêver le public. Les Européens expliquent leurs projets spatiaux en mettant en avant les services, les applications, les télécommunications, les satellites, en oubliant la part de rêve. Mais l'important est qu'on relance la conquête spatiale, on reparle de missions sur Mars, de vols habités. [...]

François Bougon - *Vous avez évoqué l'« utilisation pacifique », mais cela ne correspond guère à l'image que nous en avons…*

Philippe Achilleas - C'est un principe en trompe-l'œil. L'article IV du traité de l'espace explique que la Lune et les autres corps célestes doivent être utilisés à des fins

exclusivement pacifiques. En revanche, pour l'espace situé autour de la Terre, le seul principe posé est l'interdiction de placer en orbite des armes de destruction massive. Donc, a contrario, on peut utiliser les orbites terrestres pour placer d'autres types d'armes, par exemple des boucliers antisatellites. Il existe déjà des armes dans l'espace, les satellites antisatellites par exemple. Nous avons assisté à des essais de destruction de satellites menés par des fusées lancées depuis le sol par la Chine et les États-Unis. C'est licite, il est possible d'utiliser l'espace pour soutenir des activités militaires sur Terre.

[1] Philippe Achilleas est le directeur de l'Institut du droit de l'espace et des télécommunications et professeur de droit public à l'université Caen-Normandie.

Source : François Bougon, « Les nouveaux explorateurs de l'espace sont les patrons de l'Internet », *Le Monde*, 12 avril 2016

Copyright © 2027 FormaV®. Tous droits réservés.

FormaV® est une marque déposée auprès de l'INPI sous le numéro 5227897.

Ce document a été élaboré par FormaV® avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV®, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV® se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.